

Les enjeux de l'autonomie alimentaire pour les éleveurs de bovins viande engagés dans un collectif GIEE : quel accompagnement et quels critères de performance pour ces systèmes d'élevage ?

Dans l'objectif d'évaluer la performance des systèmes d'élevages bovins en autonomie alimentaire des points de vue économique, agricole, social et de filière, une équipe du projet ATA-RI a mené un travail d'enquête auprès de 10 collectifs d'éleveurs engagés dans ces démarches. Découvrez en vidéo la présentation des résultats obtenus aux accompagnants de ces collectifs et la discussion qui en a suivie. Les questions du calcul et suivi des coûts de production, des changements de races, et de comment valoriser cette démarche sont au cœur des échanges.

Une étude menée entre janvier et juin 2019,
dans le cadre du projet PSDR ATA-RI,
par Marine Leschiutta
sous la direction de Marie-Benoit Magrini, chercheur en économie à l'UMR AGIR

Le projet ATA-RI travaille sur et pour la conception de l'Accompagnement à la Transition Agroécologique par une Recherche-Intervention

www.psd-occitanie.fr



Contexte

Depuis quelques années, les systèmes d'élevage sont fortement mis en débat. L'élevage de ruminants est notamment responsable de 60% des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole (Dollé et al. 2011). A contrario, des effets positifs sont reconnus pour certains systèmes d'élevage : sur la biodiversité (grâce, entre autres, au maintien des prairies), sur l'hétérogénéité des paysages, sur les apports de nutriments à l'alimentation humaine lorsque les ruminants ont été alimentés au maximum au pâturage... Pourtant, ces systèmes développant des pratiques favorables aux services écosystémiques sont très peu souvent mieux rémunérés que les autres (Duru et al. 2017).

L'IDDRI, dans son scénario « la France agroécologique de 2050 » met justement ces services rendus par l'élevage au cœur de sa réflexion (Poux et Aubert, s. d.). Il y est proposé de développer un élevage extensif où l'alimentation animale ne rentrerait pas en compétition avec l'alimentation humaine, mettant ainsi en avant **l'intérêt des ruminants par la valorisation des espaces en herbe**. Une telle orientation herbagère extensive implique nécessairement, d'après les auteurs, **une évolution des races et des critères de performance** : la productivité physique (quantité de viande ou de lait par animal) devient secondaire, au profit de critères comme la rusticité, la capacité à valoriser des ressources fourragères plus riches en ligneux et plus étalées dans le temps.

Pour que de tels changements s'opèrent, des modifications profondes à l'échelle de la filière ainsi qu'à l'échelle des exploitations sont nécessaires, mais peu étudiées. Un des leviers **est la mise en place de l'autonomie alimentaire et sa reconnaissance par les filières**. Celle-ci consiste à limiter l'utilisation d'intrants alimentaires en maximisant le lien entre le sol et le troupeau, et en valorisant au mieux les ressources alimentaires (fourrages, grains) produites sur l'exploitation. Cependant, de leur côté, les éleveurs ne sont pas toujours formés ou même préparés à redéfinir leurs systèmes (Petit et al. 2019). Certains GIEE* en réflexion sur les systèmes d'élevage, ont donc choisi de travailler sur ce levier et comment le mettre en place.

- **Quels sont les manques et intérêts que rencontrent les éleveurs pour atteindre cette autonomie alimentaire?**
 - **Est-elle perçue par les éleveurs la pratiquant comme une solution performante des points de vue économique, agricole, social et de la filière ?**
 - **Quel rôle joue l'accompagnant de ces collectifs et quel processus d'accompagnement mettre en place ?**
 - **Comment les autres opérateurs de la filière accompagnent la valorisation de ces systèmes ?**
- Telles sont les questions qui ont motivé la présente étude.

Pour apporter des éléments de réponse à ces questions, nous avons suivi **10 collectifs d'éleveurs engagés dans des démarches d'autonomie alimentaire** (GIEE et un non GIEE) localisés dans plusieurs zones de France, dont 4 en Région Occitanie. Par des entretiens avec l'accompagnant et deux éleveurs de chaque collectif, nous avons cherché à appréhender les motivations, les difficultés rencontrées, les solutions envisagées autour de cette démarche d'autonomie alimentaire à l'échelle de l'exploitation et de la filière. Les réponses recueillies ont **permis d'évaluer la performance de ces systèmes selon quatre axes : économique, agricole, filière et social**.

A noter : nous avons focalisé notre enquête sur des éleveurs de bovins allaitants, qui engraisent au moins en partie leurs animaux pour le débouché « viande ».

Principaux résultats

Performance économique

- 15/20 éleveurs interrogés se considèrent satisfaits, voir tout à fait satisfaits, de la santé financière de leur exploitation.
- Pour la majorité des éleveurs, la démarche d'autonomie alimentaire est essentielle dans leur activité pour réduire les coûts de production.
- La majorité des éleveurs considère que le suivi avec le collectif ne leur a pas permis d'améliorer la santé financière de leur exploitation. Seulement deux éleveurs ont clairement indiqué qu'ils avaient réalisé des coûts de production avec le collectif, ce qui les avait grandement satisfaits. Pour les autres éleveurs, aucune réponse claire n'a été formulée à ce sujet.
- 7/10 accompagnants considèrent que les éleveurs semblent intéressés par cette question économique. 6/10 considèrent qu'il serait bon d'utiliser l'argument économique pour motiver les éleveurs dans leur démarche d'autonomie alimentaire. Cependant, seulement 3/10 accompagnants apportent des informations économiques de manière régulière à leur collectif.



Parole d'éleveur :

« Un résultat économique : c'est **indirect**, **c'est long** et **c'est difficile à percevoir** ! »

Performance agricole

- Dans cette étude, $\frac{3}{4}$ des éleveurs interrogés achètent des aliments d'origine française, et 9/20 les achètent dans un périmètre de 80km. Les éleveurs ont donc la volonté d'acheter des aliments pour le bétail en local. A noter qu' $\frac{1}{4}$ précise que les aliments achetés sont non OGM.
- Tout ou partie des aliments achetés par les éleveurs sont destinés à l'engraissement des animaux. 5/20 éleveurs considèrent que cette diminution d'achat d'aliments ne sera possible que par un travail sur la qualité des fourrages, la qualité des prairies et l'augmentation de la pâture.
- La mise en place du pâturage tournant dynamique (PTD) semble satisfaire les éleveurs. Il permet une meilleure gestion des prairies et d'obtenir des fourrages de meilleure qualité.
- Seuls 3/20 éleveurs considèrent que l'atteinte d'une autonomie alimentaire maximale nécessiterait un changement de races, plus rustique et moins exigeante.



Parole d'éleveur :

« L'idée, réellement, c'est **d'optimiser la production d'herbe pour être totalement autonome**. Pour moi, l'objectif serait de **basculer le strict minimum de céréales produits sur mes terrains dans l'alimentation bovine** » Parole d'un éleveur

Performance filière (valorisation du produit)

- Selon les éleveurs, les trois critères de qualité majeurs recherchés par les consommateurs lorsqu'ils achètent de la viande sont : l'origine, la qualité gustative, des produits naturels respectueux de l'environnement.
- Les résultats de cette étude montrent que les éleveurs ont peu de moyens pour valoriser leur démarche d'autonomie alimentaire sur le marché de la viande. Ils s'orientent principalement vers la vente directe et la collaboration avec un boucher. Si la vente directe nécessite un investissement financier et en temps de la part de l'éleveur, les bouchers (avec lesquels 3 éleveurs travaillent) savent valoriser la viande et le savoir-faire de l'éleveur pour donner davantage de transparence au produit, ce qui est très satisfaisant pour les éleveurs.



Parole d'éleveur :

« Ce qui me satisfait le plus c'est la valorisation de mes produits. On a vraiment soufflé de ce point de vue-là grâce aux bouchers qu'on a trouvés »

Performance sociale

- La majorité des éleveurs (15/20) enquêtés dit avoir ressenti une amélioration du bien-être au travail suite à la mise en place de la démarche d'autonomie alimentaire.



Parole d'éleveur :

« Aller voir les animaux c'est un contact qu'on perd parce qu'on s'éparpille avec la vente directe mais moi j'aime bien le contact avec les vaches et les cochons. »

- Plus de la moitié du groupe (11/20) considère que la charge de travail en lien avec l'autonomie alimentaire est acceptable (8 d'entre eux évaluent qu'elle a diminué par rapport au système précédent), tandis que 7/20 trouvent qu'elle est pénible, et qu'elle a augmenté par rapport au précédent système.

Conclusion

Malgré les limites de la taille du dispositif d'enquête, couvrant une diversité de systèmes, nous pouvons avancer quelques convergences intéressantes dans cette étude, notamment grâce à l'apport parallèle des visions des accompagnants et des éleveurs.

Du point de vue économique, si la mise en place d'une démarche d'autonomie alimentaire engendre initialement des coûts (la mise en place du pâturage tournant dynamique, achat de semences prairiales, mise en place d'une fabrication d'aliments à la ferme, etc...), **les éleveurs s'accordent sur le fait que les coûts de production sont réduits**. Cependant, ils ont du mal à quantifier ce gain économique. L'argument économique est, d'après les accompagnants, un levier pour motiver les éleveurs à développer la démarche, d'autant qu'aujourd'hui cette diminution des coûts de production reste l'axe majeur pour augmenter les marges des éleveurs. Pour autant, peu de collectifs se mettent autour de la table pour confronter leurs coûts. **Il serait donc intéressant d'approfondir, au sein des collectifs, le calcul et le suivi de ces coûts de production.**

Si au sein des collectifs, la question économique n'est pas traitée systématiquement, les accompagnants et les éleveurs semblent accorder **une grande importance à la recherche de la qualité**. A ce sujet, le pâturage tournant dynamique (PTD) semble être une technique satisfaisante qui permet une meilleure gestion des prairies : les éleveurs arrivent à gagner en qualité des fourrages, et donc en autonomie protéique.

La question des changements de races reste quant-à-elle peu envisagée et pourrait devenir un axe de travail à développer par les accompagnants.

La question de la valorisation de la démarche est au cœur des échanges. Les éleveurs déplorent avoir peu de moyens pour valoriser leur travail et la qualité de leur produit, en lien avec leur démarche d'autonomie alimentaire. Même si la vente directe est aujourd'hui le circuit de commercialisation qui semble être le plus intéressant financièrement, la contrainte de temps associée à ce type de vente est souvent évoquée comme un frein à son développement. Il serait donc intéressant de réfléchir à **la mise en place d'un label en lien avec cette démarche d'autonomie alimentaire** afin de valoriser le travail des éleveurs.

Enfin, nous pouvons conclure qu'il semblerait intéressant de continuer à travailler sur cette forme d'accompagnement en collectif car les éleveurs sont en majorité d'accord sur le fait que **la forme collective est une force importante, voire essentielle, pour développer leur système**.

*« Je n'aurai jamais la prétention de produire une viande qui sera la meilleure dans l'assiette par contre j'aurai la prétention de produire une viande saine, issue d'un élevage sain où l'animal est respecté, où la nature est respectée. J'ai très peu de prétentions mais j'ai au moins celle-ci, du moins j'essaye. »
Parole d'un éleveur.*

Les intérêts de ces premiers résultats conduisent aujourd'hui les chercheurs de l'unité à poursuivre l'analyse des freins et leviers au développement de l'autonomie alimentaire et sa valorisation par les opérateurs des filières. En particulier, une réflexion est en cours **pour confronter les différents labels existants en élevage autour du degré d'autonomie alimentaire** et d'autres critères associés à une agriculture durable répondant aux attentes sociétales, **comme le bien-être animal**.

* *GIEE : Groupement d'Intérêt Économique et Environnemental. Les GIEE ont été créés suite à la loi d'avenir de Stéphane Le Foll de 2014 ; ils ont l'objectif de mettre en œuvre des actions concrètes permettant de développer l'agroécologie en France.*

Bibliographie

Dollé, J-B, Jacques Agabriel, J.L Peyraud, P Faverdin, V Manneville, C Raison, A Gac, et A Le Gall. 2011. « Les gaz à effet de serre en élevage bovin : évaluation et leviers d'action. » INRA Productions Animales.

Duru, Michel, Didier Bastien, E Froidmont, B. Graulet, et D. Gruffat. 2017. « Importance des produits issus de bovins au pâturage sur les apports nutritionnels et la santé du consommateur », 2017.

Petit, T., A Sigwalt, R. Le Guen, G. Martel, et S. Couvreur. 2019. « Place des prairies dans les logiques fourragères des éleveurs laitiers du Grand Ouest de la France ». In *Elevage à l'herbe: quels bénéfices complémentaires ?* Paris.

Poux, Xavier, et Pierre-Marie Aubert. s. d. « Une Europe agroécologique en 2050 : une agriculture multifonctionnelle pour une alimentation saine », 78.

Contact

Pour toute question pour cette étude, ou pour en obtenir le rapport complet, vous pouvez contacter directement Marie-Benoit Magrini : marie-benoit.magrini@inra.fr